

Unité Départementale Aube - Haute-Marne TROYES, le 17 octobre 2025

Nos réf. : SAU/OS/MI n° 25 - 577

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ESKA

3, rue Georges Jacques Danton
10600 LA CHAPELLE SAINT-LUC

Code AIOT : 0005701959

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08 octobre 2025 dans l'établissement ESKA implanté ZI - 3, rue Georges Jacques Danton - 10600 LA CHAPELLE SAINT-LUC. L'inspection a été annoncée le 16 septembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Vérification de la sécurité des stockages et de la maîtrise du risque incendie, incluant les DEEE à batteries lithium.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESKA
- ZI - 3, Rue Georges Jacques Danton 10600 LA CHAPELLE SAINT-LUC
- Code AIOT : 0005701959
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ESKA est spécialisée dans la récupération, le tri de déchets de métaux. Cette activité est autorisée par l'AP n° 95-3760A du 27/11/1995 et modifiée par l'AP n°09-0081 du 13 janvier 2009. Elle est également agréée pour assurer la prise en charge, le stockage, la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage (VHU). L'AP n°2012041-001 du 10 février 2012 et l'AP n°PCICP2019345-001 du 11 décembre 2019 encadrent cette activité.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Tri et stockage sécurisé des DEEE contenant des batteries au lithium	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Prévention et gestion du risque incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion et accessibilité des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
3	Plan de défense Incendie (PDI)	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion des stocks est maîtrisée et les Fiches de Données sécurités (FDS) disponibles. Des améliorations sont attendues sur le tri et le stockage des DEEE à batteries lithium. Le Plan de Défense Incendie (PDI) est à jour mais incomplet sur certains éléments. Des dysfonctionnements sont relevés sur le système d'alerte et le désenfumage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion et accessibilité des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Autre, Traçabilité
Prescription contrôlée : Etat des matières stockées L'exploitant tient à jour un état des matières stockées stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

1. Tenue à jour de l'état des matières stockées

La gestion des stocks est assurée à l'aide du logiciel AS400 Syscom. La liste des produits et matières stockées est tenue à jour par le service d'accueil, sous la supervision du responsable d'exploitation. Elle comprend l'ensemble des matières présentes sur le site, qu'elles soient dangereuses, non dangereuses ou combustibles (métaux ferreux et non ferreux, DIB, VHU, déchets inertes, DEEE, etc.). La mise à jour régulière du logiciel et la supervision assurent une traçabilité des matières présentes sur le site.

2. Vérification et contrôle des quantités stockées

Deux inventaires formels sont réalisés chaque année afin de vérifier la cohérence entre les quantités autorisées par l'arrêté préfectoral et les quantités réellement stockées. Des contrôles visuels ponctuels sont effectués, mais ils ne font pas l'objet d'une procédure formalisée ni de compte rendu écrit. Cette absence de formalisation pourrait, à terme, entraîner un risque de dérive entre les volumes réels et les quantités autorisées, notamment en cas de rotation rapide ou de variations saisonnières des flux.

3. État actualisé des stocks et contrôle visuel

Lors de la visite, l'exploitant a présenté un état actualisé des stocks extrait du logiciel de gestion. Le contrôle visuel réalisé sur site a permis de confirmer la présence des principales catégories de matières. La zone de stockage des DEEE a été observée comme proche de la limite autorisée, sur la base d'une estimation visuelle, ce qui traduit une bonne maîtrise globale des volumes mais nécessite un suivi attentif afin d'éviter tout dépassement.

4. Disponibilité des fiches de données de sécurité (FDS)

Les FDS relatives aux produits dangereux sont disponibles sur site. Lors de la visite, la FDS de la cuve de GNR (gazole non routier) a été présentée. Les autres FDS (AdBlue, huiles, graisses, lave glace, etc.) sont également conservées et accessibles en cas de besoin, notamment pour les inspections ou interventions de secours. Les documents sont tenus à disposition en permanence, conformément aux exigences réglementaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Tri et stockage sécurisé des DEEE contenant des batteries au lithium

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 11

Thème(s) : Autre, tri des DEEE contenant des batteries

Prescription contrôlée :

Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions.

Constats :

1. Organisation du tri à la réception

Le tri des DEEE est effectué manuellement lors de leur réception par l'agent d'accueil. Le tri repose sur une inspection visuelle sans ouverture des PAM, ce qui ne permet pas d'identifier la présence de batteries au lithium intégrées dans certains appareils. Cette méthode de tri permet d'écarter une partie des équipements à risque mais ne garantit pas l'identification systématique des batteries lithium dissimulées, pouvant entraîner un risque d'endommagement ou d'échauffement accidentel lors du stockage.

Le stockage des appareils susceptibles de contenir une batterie lithium sont stockés en vrac dans un bac dédié.

2. Gestion des véhicules électriques et hybrides

Les véhicules électriques complets ne sont pas acceptés sur le site, l'exploitant ne disposant pas de l'habilitation électrique nécessaire pour leur prise en charge. Cette restriction relève d'une décision interne, en cohérence avec la politique du groupe. En revanche, les véhicules électriques ou hybrides déjà démontés, notamment après retrait préalable de leurs batteries de traction, peuvent être admis sur le site. Il n'existe pas de suivi formalisé des refus de prise en charge à l'entrée.

3. Gestion et stockage des batteries au lithium

Les batteries au lithium identifiées sont isolées et placées dans des bacs dédiés (type PAM) après tri manuel. Lorsqu'une batterie seule est détectée, elle est entreposée dans un fût spécifique conforme à la réglementation ADR. Les batteries sont stockées dans des fûts homologués remplis de vermiculite, fournis par l'éco-organisme SCRELEC. L'exploitant dispose d'une procédure interne issue de l'éco-organisme SCRELEC (ADR 670 - 1.3) décrivant les modalités de gestion et de stockage des batteries. Lors de la visite, un fût d'environ 200 litres contenant des batteries a été observé sur site, conforme au modèle annoncé, mais non étiqueté, ce qui peut réduire la lisibilité du stockage en cas d'intervention ou de contrôle.

4. Formation et sensibilisation du personnel

Le personnel de réception procède au tri manuel des DEEE et identifie visuellement les appareils susceptibles de contenir des batteries lithium. Lorsqu'un appareil est muni d'un fil d'alimentation électrique, l'exploitant considère que l'appareil ne contient pas de batterie lithium et qu'il n'est donc pas concerné par le risque incendie. Le personnel interne ne manipule pas directement les batteries, celles-ci étant uniquement stockées avant reprise par des prestataires externes. Les intervenants sur site doivent être formés à la réglementation ADR 1.3, même s'ils ne réalisent pas eux-mêmes le transport. La dernière sensibilisation du personnel à la manipulation et au stockage des batteries lithium a eu lieu le 25 juin 2025.

Le maintien de la compétence repose sur des rappels ponctuels, sans fréquence formalisée. Aucune procédure spécifique n'est prévue pour l'intégration d'un nouvel agent, bien que le turnover du personnel soit faible. Cette absence de formalisation du maintien de compétence peut, à terme, affaiblir la maîtrise du risque lié à la présence de batteries lithium dans les flux de DEEE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- **Notice interne** relative aux modalités de chargement des fûts contenant des batteries au lithium,
- Améliorer le stockage des appareils susceptibles de contenir une batterie lithium et éviter les chocs,

- **Fournir le justificatif de la dernière sensibilisation / formation** du 25/06/2025,
- Améliorer l’affichage et l’identification des fûts contenant des batteries lithium,
- Mettre à jour le plan de localisation pour identifier la zone de stockage des batteries lithium,
- Déplacer les fûts à l’entrée du bâtiment et éloignés de toute matière combustible.
- Vérifier la bonne application de la procédure SCRELEC (ADR 670 - 1.3).
- Recommandation : Intégrer le point « DEEE / Batteries lithium » dans le dossier d’accueil au poste.
- Formaliser la périodicité de la sensibilisation / formation du personnel sur le stockage des batteries lithium

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Plan de défense Incendie (PDI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

Constats :

1. Élaboration, mise à jour et transmission du PDI

L'exploitant dispose d'un PDI à jour, daté du 25 septembre 2025. Le document est disponible à l'entrée du site. Une version antérieure a été transmise au SDIS le 11 février 2025. L'exploitant prévoit de transmettre la nouvelle version au SDIS après prise en compte des remarques formulées dans le présent rapport. Il décrit les principes généraux de gestion d'un incendie, notamment les procédures d'alerte et d'évacuation.

2. Schémas d'alarme, d'alerte et organisation de la première intervention

Le PDI présente les principes d'alerte et d'évacuation. Les rôles des différents intervenants ne sont pas détaillés. Les personnes chargées du déclenchement de l'alerte, du contact avec les secours ou de la première intervention ne sont pas identifiées.

3. Accueil des services d'incendie et de secours en période ouvrée

Les modalités d'accueil en période ouvrée sont décrites, avec une identification claire des voies d'accès et des zones de stationnement.

4. Accès pour les secours en période non ouvrée

En période non ouvrée, la surveillance du site est assurée par un prestataire de gardiennage (Derichebourg Technologies). Les modalités d'accès pour les secours ne sont pas précisées dans le PDI.

5. Plan des réseaux d'alimentation en eau incendie

Le plan des réseaux d'alimentation en eau est présent dans le document. Les modalités d'utilisation des points d'eau (vannes, réserves, coupures) ne sont pas indiquées.

6. Plan des réseaux de collecte et bassins de rétention

Le PDI ne comporte pas de plan des réseaux de collecte ni des bassins de rétention. Une vanne d'isolement est présente sur le site, non matérialisée. Elle est située au sol, avec une clé d'ouverture suspendue à proximité et une note explicative.

L'inspection a invité l'exploitant de procéder à des tests de fonctionnement de la vanne d'obturation et de vérifier son efficacité d'obturation.

7. Moyens de protection incendie

Les moyens présents sur le site comprennent quatre RIA et deux caméras thermiques installées en juillet 2025. Les caméras sont orientées vers la zone des batteries et la zone A (métaux non ferreux). Les plans d'implantation des caméras ne figurent pas dans le PDI.

8. Fiches de Données de Sécurité et état des matières stockées

Les Fiches de Données de Sécurité (FDS) et l'état des matières stockées sont disponibles sur site. L'exploitant est en mesure de les fournir rapidement aux services de secours en cas de besoin.

9. Compétences et formation du personnel

Le PDI ne mentionne pas les compétences ou formations spécifiques du personnel susceptible d'intervenir avant l'arrivée des secours.

10. Localisation des petits îlots et zones de stockage temporaire ou d'immersion

Le PDI ne comporte pas d'indications relatives à la localisation de petits îlots de déchets, ni à d'éventuelles zones de stockage temporaire ou d'immersion.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

1. Élaboration, mise à jour et transmission du PDI

L'exploitant transmettra la version actualisée au SDIS.

2. Schémas d'alarme, d'alerte et organisation de la première intervention

Les schémas devront être plus détaillés.

4. Accès pour les secours en période non ouvrée

Les procédures d'accueil en dehors des heures d'ouverture devront être améliorées

5. Plan des réseaux d'alimentation en eau incendie

Les modalités d'utilisation des points d'eau (vannes, réserves, coupures) devront être indiquées.

7. Moyens de protection incendie

La localisation et la zone couverte par les caméras thermiques seront portées sur un plan.

8. Compétences et formation du personnel

Le PDI devra comporter les compétences ou formations spécifiques du personnel susceptible d'intervenir avant l'arrivée des secours.

En complément le PDI devra compléter la localisation des risques (notamment incendie) pour les matières combustibles présentes sur le site (pneus, batteries, bois...).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention et gestion du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des sinistres
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
Constats : <p><u>Moyen d'alerte des services d'incendie et de secours</u></p> <p>L'installation dispose d'un dispositif d'alarme destiné à alerter les services d'incendie et de secours. L'exploitant indique que ce dispositif est habituellement opérationnel, mais que l'asservissement présente actuellement un dysfonctionnement. Selon les déclarations recueillies, un devis est en attente et la réparation est prévue dans le courant du mois d'octobre 2025. En attendant, la procédure d'alerte téléphonique reste le moyen principal utilisé en cas d'incendie.</p> <p><u>Exercice de défense contre l'incendie</u></p> <p>Le dernier exercice de défense contre l'incendie a été réalisé le 15 mai 2025. Un compte rendu a été présenté ; son contenu montre que la chronologie des actions et la mise en correspondance avec les procédures prévues dans le PDI pourraient être précisées pour une meilleure lisibilité. Ces éléments limitent la possibilité d'une analyse complète du déroulé de l'exercice et de la cohérence entre la pratique et le cadre documentaire.</p> <p>L'avant-dernier exercice n'a pas été présenté en séance.</p>

Information et formation du personnel

Des attestations de formation ont été transmises pour certains agents, notamment une attestation d'Équipier de Première Intervention (EPI) datée du 20 mars 2025, délivrée par l'organisme GO ! Formations. Ces éléments montrent que des actions de formation sont réalisées. Toutefois, l'absence d'un plan de formation global ne permet pas d'appréhender l'ensemble des actions menées à l'échelle du site ni la couverture complète du personnel concerné, y compris les entreprises extérieures intervenant ponctuellement sur le site.

Matériel de lutte contre l'incendie

Le site compte neuf extincteurs et quatre RIA, par sondage, il a été observé leur accessibilité.. Les rapports de contrôle relatifs à ces équipements sont attendus. Deux trappes de désenfumage sont également présentes sur le site ; leur asservissement est actuellement non fonctionnel, un devis de remise en état étant en cours selon les informations communiquées par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Réparation de l'asservissement du dispositif d'alerte
- Compte rendu du précédent exercice de défense contre l'incendie.
- Rapports de contrôle des extincteurs et RIA.
- Devis relatif à la remise en état de l'asservissement des trappes de désenfumage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois